

publiait une nouvelle sur la création de la nouvelle entreprise Capital Ventures, régie en majorité par la Corporation de développement du Canada. La nouvelle compagnie, Ventures West Capital Limited, dont le siège social est à Vancouver, a une capitalisation initiale de 3.5 millions de dollars, dont 2 millions sont passés à la Corporation de développement du Canada. Parmi les autres investisseurs, on relève la Bank of British Columbia, la Banque de Tokyo, la Guarantee Trust Company et plusieurs autres sociétés privées d'investissement dont le siège est dans l'Ouest du pays. La Banque de Tokyo serait considérée comme une personne non admissible naturellement, en vertu du bill C-132, et au moins une autre compagnie d'investissement compte des actionnaires non admissibles. Ce sont certes d'étranges activités de la part de la créature d'un gouvernement qui professe son désir de sauver les entreprises canadiennes.

On se souvient que la CDC avait été créée pour éviter que des entreprises canadiennes tombent entre des mains étrangères. Comme si ses récentes activités n'étaient pas suffisamment étranges, nous apprenons que la CDC participera à une autre émission d'actions s'élevant à 1.5 million de dollars par Ventures West. Peut-être connaissez-vous quelqu'un qui, au vu de conditions apparemment favorables, aimerait également s'associer à la CDC. Malheureusement, d'après le président Albert Hall, qui est également président de la Banque de Colombie-Britannique, les investisseurs doivent être actifs dans le monde des grosses affaires et l'investissement minimum est de \$100,000. En outre, la nouvelle entreprise se considère comme une entreprise privée dont les livres sont interdits au public malgré que 2.5 millions de deniers publics y soient investis.

Je tiens à souligner que je ne conteste pas les motivations des investisseurs privés ni que je les soupçonne de manœuvres frauduleuses. Chacun sait dans l'Ouest que nos entreprises ont fréquemment été à la merci des gros financiers de l'Est. Nous autres, de l'Ouest, approuvons l'apport de nouveaux capitaux qui créent une certaine concurrence parmi les trusts venus de l'Est et nos banques.

Les objectifs déclarés de Ventures West sont d'acquiescer des actions dans l'Ouest et le Nord et d'encourager les investisseurs canadiens et étrangers à participer à des entreprises mixtes. Mais je doute qu'il convienne que le gouvernement participe à une telle entreprise surtout au moment même où le bill C-132 est à l'étude. La nouvelle entreprise Ventures Capital investira dans le secteur primaire et dans les entreprises bien gérées présentant de bonnes perspectives de croissance. Cet objectif est excellent et il faut féliciter les investisseurs privés de leur initiative; mais il faut aussi condamner le gouvernement de s'associer à une entreprise qui utilisera l'argent des contribuables pour saper des sources concurrentielles de capitaux spéculatifs, et le reste. Les cibles de Ventures West peuvent survivre et prospérer dans les circonstances actuelles sans que le gouvernement s'en mêle et, au nom de tous les contribuables, je proteste contre cet autre acte de «grand frère» par lequel le gouvernement s'accapare des fruits de notre travail afin de pouvoir investir notre argent comme il lui plaît, même lorsque ses investissements sont en contradiction avec ses propres politiques.

Comme je l'ai dit à la Chambre il y a quelques jours, le gouvernement ne peut créer, ne peut construire par lui-même pour accomplir ce qu'il veut: il ne peut que saisir tout ce que les autres ont créé. Ainsi, monsieur l'Orateur, nous avons le spectacle d'un gouvernement qui propose un bill devant restreindre les investissements étrangers au Canada, alors qu'il vient de se lancer dans une entreprise avec des étrangers et se trouve obligé de répondre aux

#### *Examen de l'investissement étranger*

questions suivantes. Premièrement, une valeur convenable a-t-elle été reçue en échange de l'investissement des fonds versés par les contribuables? Deuxièmement, tous les investisseurs ont-ils payé le même prix pour leurs actions? Troisièmement, pourquoi l'investisseur ordinaire ne peut-il, apparemment, bénéficier des conditions attrayantes offertes, et pourquoi le gouvernement favorise-t-il uniquement les riches qui ont les moyens de consacrer \$100,000 à un seul investissement? Quatrièmement, pourquoi le gouvernement a-t-il placé les fonds versés par les contribuables dans une société privée qui n'est pas assujettie aux vérifications publiques? Cinquièmement, pourquoi le gouvernement a-t-il jugé à propos d'employer l'argent versé par les contribuables pour couper l'herbe sous le pied aux courtiers, aux investisseurs et aux souscripteurs qui pouvaient soutenir la concurrence? Sixièmement, pourquoi le gouvernement a-t-il permis à la Corporation de développement du Canada de s'écarter de la voie qui lui était tracée et d'investir les fonds versés par les contribuables canadiens précisément dans les compagnies qui n'ont pas besoin de l'intervention du gouvernement? Et la question primordiale est peut-être celle-ci: pourquoi le gouvernement entrave-t-il la liberté qu'ont les gens de travailler, d'épargner et d'investir comme ils l'entendent?

Je le répète, c'est pour nous folie de penser que le gouvernement peut résoudre nos problèmes à notre place, alors que les seules ressources dont il dispose sont les nôtres. Le bill C-132 et les activités contradictoires de la Corporation de développement du Canada attestent que le gouvernement s'empare de l'argent de la population et le dépense comme les politiciens et les bureaucrates le jugent à propos. Ce sont des pas dans la mauvaise voie, étrangers à la société vraiment libre et prospère.

Le gouvernement dit s'inquiéter de la proportion élevée de la propriété étrangère dans l'industrie canadienne: toutefois, il a établi l'impôt sur les gains de capital. Je ne puis me rappeler aucun cas de notre histoire ou les actes du gouvernement aient été plus en désaccord avec ses paroles. Même les actes de la Corporation de développement du Canada, que j'ai mentionnés, sont ternes en comparaison. Ou le gouvernement est terriblement ignorant en matière d'économie, ou bien il est terriblement malhonnête. Si le gouvernement pense qu'il peut augmenter l'appartenance canadienne de notre industrie en prélevant un impôt sur les gains en capital qui pénalise les Canadiens pour avoir risqué leurs économies dans des actions canadiennes, il ne connaît pas grand-chose en économie.

• (1730)

D'autre part, le gouvernement se rend compte que l'impôt sur les gains en capital compromet beaucoup les investissements de capitaux, mais il préfère une politique fiscale conçue par des théoriciens socialistes persuadés que les impôts doivent être perçus selon l'idéologie socialiste plutôt qu'un moyen pratique d'encaisser des recettes. Parmi tous les impôts prélevés actuellement aux Canadiens, celui qui fait le plus de tort, c'est l'impôt sur les gains en capital. Il détourne les Canadiens des investissements. En forçant les investisseurs à se baser sur des considérations d'ordre fiscal plutôt que sur l'efficacité, on déforme inutilement tous les investissements au Canada. Cette attitude réduit le volume des biens d'investissement et a un effet néfaste sur la productivité et les salaires réels. C'est une situation cauchemardesque pour les contribuables canadiens. Le temps perdu par les contribuables canadiens, par leurs juristes, par les comptables ainsi que par les fonctionnaires du ministère du Revenu national représente sans aucun doute une somme plus élevée que les recettes tirées de cet impôt.